

SOMMET DE DOHA

Les dirigeants arabes se réunissent sur fond de divisions

Les membres de la Ligue arabe tiennent aujourd'hui à Doha leur sommet annuel en l'absence du président égyptien Hosni Moubarak, qui boycotte cette rencontre pourtant officiellement destinée à sceller une réconciliation interarabe après les divisions provoquées par la guerre de Gaza.

Outre M. Moubarak, d'autres chefs d'Etat, dont ceux du Maroc, d'Algérie, d'Irak et d'Oman, ne feront pas le déplacement à Doha, où une participation du président soudanais Omar el-Béchir demeure hier toujours incertaine, selon des sources concordantes.

En revanche, le président syrien Bachar al-Assad se trouve depuis samedi à Doha, où est arrivé hier le secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, invité en tant qu'observateur au Sommet arabe.

M. Béchir, sous le coup d'un arrêt de la Cour pénale internationale (CPI) pour crimes de guerre et contre l'humanité au Darfour, région de l'ouest du Soudan en guerre civile depuis 2003, a été officiellement invité par Doha.

«Il y a un soutien arabe clair aux frères au Soudan car cette affaire

concerne la sécurité nationale arabe», a déclaré samedi le Premier

ministre et ministre qatari des Affaires étrangères, cheikh Hamad Ben Jassem Al-Thani, au terme d'une réunion préparatoire du sommet au niveau des chefs de diplomatie. Mais il n'a rien dit sur la présence ou pas de M. Béchir à Doha. Le dossier soudanais vient compliquer la donne pour les pays arabes, profondément divisés depuis l'offensive militaire israélienne à Gaza en décembre-janvier. Les 22 membres de la Ligue arabe s'étaient divisés en deux camps : l'un conduit par la Syrie et le Qatar qui, avec le soutien de l'Iran, défendait les islamistes du Hamas dans leur «résistance» armée à Israël, et l'autre, emmené par l'Arabie saoudite et l'Egypte, prenait le parti du président palestinien Mahmoud Abbas, chef du mouvement du Fatah. Les efforts du roi Abdallah d'Arabie saoudite, qui a organisé deux mini-sommes en janvier à Koweït et



Le président égyptien Hosni Moubarak a décidé de boycotter le sommet de Doha.

le 11 mars à Riyad, ont redonné l'espoir d'une réconciliation interarabe, qui semble désormais s'effriter avec le boycottage du sommet de Doha par le président égyptien. Des sources diplomatiques au Caire ont expliqué à l'AFP que M. Moubarak reprochait au Qatar ses «positions anti-égyptiennes» durant la guerre de Gaza.

Selon des médias arabes, dont la chaîne qatarie Al-Jazira, l'Egypte avait, en retour, refusé la participation de l'émir du Qatar, cheikh Hamad Ben Khalifa Al-Thani, au mini-

sommet de Riyad.

«Avec l'absence de M. Moubarak, le sommet rate l'occasion de confirmer le processus de réconciliation entre les pays arabes, pourtant tenus d'adopter une approche commune face à de nouvelles donnes régionale et internationale», a commenté, pour l'AFP, l'analyste libanais Abdel Wahab Badrkhan. Il a cité la nouvelle politique proche-orientale du président américain Barack Obama, le retour au pouvoir en Israël du chef du Likoud (droite), Benjamin

Netanyahu, un «faucou» opposé à la création d'un Etat palestinien, ainsi que le dialogue américano-iranien, actuellement en gestation.

Dans ce contexte, le sommet arabe doit se prononcer sur l'avenir du plan de paix arabe proposant depuis 2002 à Israël une normalisation en échange notamment de son retrait des territoires arabes occupés en 1967.

Israël a relevé des «aspects positifs» dans ce plan, d'inspiration saoudienne, mais ne l'a pas formellement accepté.

MAURITANIE

Kadhafi veut s'assurer que l'élection du 6 juin sera «juste»

Le dirigeant libyen, Mouammar Kadhafi, président en exercice de l'Union africaine (UA), a déclaré hier que le coup d'Etat en Mauritanie était un «fait accompli» et qu'il souhaitait à présent s'assurer que l'élection présidentielle du 6 juin allait être «juste».

«Notre position est très claire : il y a une nouvelle autorité, un nouveau pouvoir. Ils ont pu arriver au

pouvoir par des moyens anticonstitutionnels, et il y a eu des protestations, mais maintenant, ils sont

là», a-t-il déclaré lors d'une conférence de presse à Addis-Abeba. «Il y a un fait accompli, une réalité que nous devons accepter. Nous ne pouvons rien y changer, c'est aux Mauritaniens de changer cette situation», a-t-il estimé.

«Maintenant, ce que nous essayons de faire c'est de contrôler et de superviser l'élection du 6 juin pour nous assurer qu'elle sera juste et ira dans le bon sens (...), qu'aucun militaire ne gagnera sauf à avoir démissionné au préalable et que personne ne sera privé de son droit à se présenter», a-t-il expliqué.

La médiation début mars du colonel Kadhafi en Mauritanie a été critiquée par l'UA après l'approbation de facto par le guide libyen du coup d'Etat du 6 août 2008 et sa clôture du dossier des sanctions de l'UA.

Le Conseil de paix et de sécurité de l'UA, qui s'est réuni mardi, a confirmé que les dirigeants «civils et militaires» de la junte mauritanienne seraient frappés par des sanctions et qu'une «liste nominative» des personnes visées serait établie «d'ici un mois».

Les sanctions contre la junte ont été prises par le CPS de l'UA le 5 février. Elles prévoient notam-

ment l'interdiction de voyager et le gel des avoirs des principales personnalités actuellement au pouvoir. De sources diplomatiques africaines, le dirigeant libyen a «été très fâché de cette décision du CPS, ressentie comme un camouflet, et c'est l'une des raisons de sa visite à Addis-Abeba».

«Les sanctions ne peuvent être mises en œuvre que si elles ont été entérinées par le sommet (des chefs d'Etat et de gouvernement, ndlr), même le CPS ne peut pas prendre cette décision sans qu'elle soit confirmée par le sommet», a fait valoir le colonel Kadhafi hier.

Le CPS est un organe souverain de l'UA, composé de 15 Etats membres qui sont élus par leurs pairs. Il peut se réunir au niveau des ambassadeurs, mais aussi des ministres ou des chefs d'Etat.

Interrogé sur cette question samedi soir, le président de la Commission de l'UA, Jean Ping, avait répondu prudemment qu'il y avait «différentes vues sur les voies et moyens d'aboutir au même objectif, le retour de l'ordre constitutionnel en Mauritanie».

«Le président de l'UA et le CPS sont en contradiction sur cette voie pour atteindre cet objectif», avait-il concédé.

MAROC

Expulsion de cinq missionnaires étrangers accusés de prosélytisme

Cinq missionnaires étrangers ont été expulsés du Maroc hier au motif qu'ils menaient une «propagande évangélique» dans le royaume, a annoncé le ministère marocain de l'Intérieur.

L'identité et la nationalité de ces «missionnaires venus de l'étranger» n'ont pas été précisées.

Selon une source proche du dossier, il s'agit de quatre Espagnols et d'une Allemande.

Les cinq personnes ont été interpellées samedi à Casablanca par la police alors qu'elles tenaient une «réunion de prosélytisme avec des ressortissants marocains», a indiqué le ministère de l'Intérieur dans un communiqué.

«De nombreux supports de propagande évangélique ont été saisis sur les lieux de la réunion, dont des ouvrages et des cassettes vidéo en langue arabe ainsi que d'autres objets de culte», a-t-on ajouté.

La semaine dernière, le gouvernement marocain avait exprimé sa «détermination à faire face, avec fermeté et dans le cadre des lois en vigueur, à tous les agissements, écrits et livres visant à porter atteinte aux valeurs religieuses et morales de la société marocaine», en allusion au prosélytisme chiite au Maroc.

PROCHE-ORIENT

Israël durcit les conditions de détention des membres du Hamas

L'administration pénitentiaire israélienne a durci les conditions de détention des prisonniers membres du mouvement islamiste palestinien Hamas, a-t-on appris hier de source gouvernementale. Le chef de l'administration pénitentiaire Benny Kaniak a informé le gouvernement que les prisons «ont commencé à appliquer certaines des résolutions» d'une commission établie à l'initiative du ministre sortant de la Justice, Daniel Friedman.

Cette commission a été créée en vue de «réduire des privilèges des prisonniers du Hamas et du Jihad islamique», selon un communiqué du ministère de la Justice. Elle doit soumettre dans une semaine ses conclusions définitives au prochain gouvernement qui sera dirigé par le chef du Likoud (droite), Benjamin Netanyahu. En attendant, la commission a présenté hier un certain nombre de recommandations concernant des limitations au droit à la cantine, à l'accès à la télé-

vision, la radio et aux journaux et les droits de visite, sauf en ce qui concerne celle du Comité international de la Croix-Rouge (CICR). Ce durcissement a été annoncé suite à l'impasse dans les négociations pour libérer le soldat franco-israélien Gilad Shalit, enlevé en 2006 à la lisière de la bande de Gaza, en échange de plusieurs centaines de détenus palestiniens.

Plus de 11 000 Palestiniens sont détenus dans les prisons israéliennes, dont plusieurs milliers de membres du Hamas. Ces négociations se sont déroulées au Caire pendant plusieurs semaines sous les auspices de l'Egypte, qui joue le rôle de médiateur.

Une organisation de défense des droits de l'homme, le Comité public contre la torture en Israël, a appelé, dans une lettre, le ministre de la Justice à éviter toute mesure durcissant les conditions de détention, estimant qu'elle serait «une punition collective illégale».